

Le chiffon rouge

BULLETIN DES COMMUNISTES TARBAIS des CANTONS 1 et 2



Décréter l'état d'urgence sociale.

Rien ne peut justifier ces violences et ces destructions. Nous qui agissons pour plus de services publics, nous ne pouvons accepter que l'on détruise des crèches, des écoles, des gymnases, des bus ou des rames de RER, alors que depuis des années, le pouvoir réduit les moyens affectés à ces équipements.

Nous ne pouvons accepter non plus que l'on brûle des véhicules, que l'on dégrade des habitations, appartenant à des populations souffrant de la baisse du pouvoir d'achat, du chômage et de la précarité. Le responsable de cette situation est un système qui par nature est injuste et violent. **C'est celui de la domination capitaliste qui aujourd'hui sacrifie une majorité de la jeunesse.**

Mais quand l'avenir est totalement sombre, sans aucun espoir de compréhension et de travail, comment réagir ? **Nous partageons** la colère, l'exaspération d'une jeunesse sacrifiée sur l'autel du marché capitaliste. Comme elle, **nous ne supportons pas** les insultes, les humiliations. **Nous ne supportons pas** l'exclusion à l'école, au travail ou à un logement de qualité. **Nous ne supportons pas** cette misère, cette pauvreté, ce chô-

mage de masse, cette précarité, qui sont autant de violences quotidiennes faites aux habitants de ce pays depuis plus de vingt ans. **Nous ne supportons pas** que les générations actuelles vivent plus mal que leurs parents. **Nous ne supportons pas** que des enfants voient leurs parents, y compris ceux qu'on a fait venir hier en France pour faire tourner les usines, perdre leur emploi et tant souffrir aujourd'hui. En effet, comment un père au chômage ou trimant pour gagner en un mois ce qu'un dealer gagne en un jour, peut-il incarner l'exemple d'un avenir serein. Nous ne parlerons pas du temps qu'il faut à un PDG pour encaisser cette même somme.

La méthode choisie par certains pour exprimer cette révolte est porteuse de risques pour toutes et tous. Elle peut enfermer notre jeunesse et notre peuple dans le piège que tendent les tenants d'un pouvoir autoritaire. Après les provocations verbales, après les refus de répondre aux attentes populaires, ils veulent diviser les gens pour mieux régner, pour mieux les exploiter. En décidant de faire voter la prolongation de l'état d'urgence pour trois mois, le gouvernement franchit un nouveau cap lourd de dangers pour la démocratie française.

Avec le recours au couvre-feu, ce pouvoir exhume aujourd'hui la panoplie autoritaire de sinistre mémoire, utilisée durant la guerre d'Algérie. Il le fait précisément contre une partie des enfants et petits-enfants de ceux qui l'ont subie. Triste symbole ! Le premier ministre n'a pas eu un seul mot d'excuse pour effacer les insultes de son ministre de l'Intérieur. Il n'a pas prononcé un seul mot d'autocritique sur la politique menée toutes ces dernières années. Il n'a laissé filtrer aucun espoir pour l'avenir, aucune mesure concrète pour offrir une perspective valorisante aux jeunes qui vivent dans des quartiers où le tiers des habitants est sans emploi. Pourtant, le président de la République s'est fait élire une première fois en promettant d'éradiquer la fracture sociale, puis dans la dernière élection de réduire l'insécurité. Or, l'insécurité sociale, qui produit l'insécurité de vie, ne cesse de progresser.

Décidément, ce pouvoir n'est pas au service de l'intérêt général. Il est le mandataire exclusif des forces du grand capital. Les cadeaux fiscaux offerts aux détenteurs de grandes fortunes s'accumulent. Les profits flambent avec indécence. Par contre, les impôts indirects et les prélèvements sociaux, payés par chacun d'entre nous, ne font qu'augmenter. Dans les secteurs publics indispensables, l'emploi est réduit. Les crédits des collectivités territoriales et des associations sont abaissés au nom du sacro-saint pacte de stabilité européen. La vie démontre qu'il y a urgence à combattre avec force cette pensée dogmatique selon laquelle notre pays souffrirait de " trop d'Etat ". C'est tout le contraire ! **En vérité il y a urgence à restaurer une authentique République sociale et laïque apte à promouvoir la justice sociale dans notre pays.**

L'heure n'est-elle pas à impulser une mobilisation de tous les acteurs de la vie publique ? Il faut commencer par

revoir le budget 2006. Revenir sur les diminutions d'impôts pour les riches, les grandes sociétés et, au contraire, rechercher des moyens financiers nouveaux pour l'éducation nationale, les services publics, les associations, les collectivités locales. Les actifs financiers des entreprises et des banques doivent être taxés pour alimenter immédiatement les budgets des collectivités locales, et pour promouvoir un plan d'urgence pour des logements de qualité. Les villes refusant de se conformer à la loi qui prévoit de construire des logements sociaux doivent être durement sanctionnées, immédiatement.

Une allocation d'autonomie pour les jeunes doit être créée. Une part beaucoup plus importante des richesses produites doit être consacrée à une école de la réussite et à la formation pour tous. Des centres de formation dits " de la deuxième chance " doivent être créés prioritairement dans les quartiers populaires. Face à la question capitale de l'emploi, un moratoire doit être décrété sur tous les plans de licenciements en cours. Les entreprises doivent être contraintes de transformer tous les emplois précaires en emplois stables et bien rémunérés. **La pauvreté doit être combattue en augmentant significativement les salaires, les minima sociaux, les prestations sociales.**

L'heure est aussi à des actes politiques forts. La République doit mener un combat sans merci contre toutes les formes de racisme et de xénophobie. Elle doit décider de donner le droit de vote aux résidents étrangers.

La bonne méthode c'est d'impulser un vaste mouvement démocratique de dialogue, de confrontations d'idées pour construire une union populaire suffisamment puissante afin de jeter les bases d'une nouvelle société respectueuse des individus, promouvant la justice et la solidarité.

Le Parti Communiste fait 14 propositions:

- EMPLOI : priorité à la lutte contre toutes les précarités.
- LOGEMENT : construire plus, détruire moins
- POLICE : plus de proximité et un meilleur contrôle.
- ECOLE : donner plus à ceux qui ont moins.
- DISCRIMINATIONS : Lutter contre toutes ses formes. Responsabilités de l'État.
- ECONOMIE : Réorienter les financements vers les fonds pour l'emploi, la formation et le développement économique et non comme cadeaux aux patronat.
- TRANSPORTS : Le droit pour tous à la libre circulation grâce aux transports collectifs.
- SANTE : Augmenter l'offre de soins, accroître la prévention.
- LA CULTURE : Accès à la culture pour tous, partout.
- LA VIE ASSOCIATIVE : Rétablir tous les crédits.
- DEMOCRATIE : Laïcité pour vivre ensemble, moyens pour faire vivre la démocratie.
- FISCALITE : Répondre à l'urgence sociale.
- SERVICES PUBLICS : Plan de reconquête et embauches
- REVENUS : Relever tous les revenus pour permettre de vivre et non de survivre.

Toutes ces propositions sont, en autres choses, discutées au cours de forums que le PCF organise sur le territoire et notamment sur notre ville.

A PROPOS DE L' EDUCATION

Depuis la loi Fillon, et même bien avant, tout est à repenser pour l'éducation, mais pas dans le sens du premier ministre, à savoir l'apprentissage dès 14 ans.

Il faut absolument à l'école, au collège, au lycée, développer l'égalité des chances. Cette égalité des chances peut d'ailleurs commencer dès "la maternelle" cette dernière étant proposée à tous les enfants dès l'âge de 2 ans.

Cette égalité des chances ne pourra se réaliser à l'école, au collège et au lycée qu'en tenant compte du nombre d'élèves par classe jamais plus de 25, sinon c'est de la garderie ou seuls les meilleurs surnagent.

Et encore ce chiffre de 25 élèves par classe n'est valable que pour les établissements qui ne sont pas répertoriés en "ZEP", Zone d'éducation prioritaire.

Dans ces derniers, c'est pour ainsi dire un parcours personnalisé que les enseignants doivent proposer à leurs élèves. Cela a un prix: il faut absolument recréer les postes d'enseignants supprimés, et faire en sorte que le soutien scolaire, éducatif et culturel qui peut être délivré au sein même des établissements scolaires le soit en concertation avec les associations d'éducation populaire, associations dont il faudra revoir les subventions et moyens, sinon l'inégalité sera toujours présente et l'argent, le critère de réussite.

Enfin, dès le collège, les différents systèmes de "bourses" doivent être valorisés, pour ensuite permettre l'accès aux lycées et surtout aux études supérieures.

Une nation qui se prive de sa jeunesse est une nation en déliquescence — elle va vers une certaine décadence.

SAUVEGARDONS NOTRE SYSTEME DE PROTECTION SOCIALE

Les tenants du pouvoir en place et le patronat, profitent des soubresauts de l'actualité pour mettre en œuvre en catimini une politique antisociale ayant pour conséquences l'établissement d'une société à deux vitesses, faite de misère et de précarité pour les uns, et de profits pour les autres.

Parmi les mesures récentes, l'Assemblée Nationale a adopté le 2 novembre dernier le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2006. (PLFSS). Le groupe Communiste a voté contre ce projet car il remet en cause les Fondements de la Sécurité Sociale, à savoir l'esprit de solidarité, qui a prévalu lors de sa création en 1945.

En effet, la Sécurité Sociale fête cette année son soixantième anniversaire. Le trimestriel "Revue de la Sécurité Sociale – Édition Midi Pyrénées N° 123 du mois d'octobre 2005 en fait état, il oublie toutefois de citer Ambroise Croizat, Ministre communiste du Travail et de la Sécurité Sociale de novembre 1945 à mai 1947, qui, avec le Comité National de la Résistance, a préparé, mis en forme et paraphé les ordonnances constitutives de l'Institution.

Ce projet de loi présenté par la droite compte, par des mesures illusoires et dangereuses, réduire le déficit de la Sécurité Sociale. Il en est ainsi du nombre de plus en plus important de médicaments qui ne sont plus remboursés, du forfait de 18 euros pour les actes médicaux lourds facturés plus de 91 euros, de la contribution de 1 euro à la charge de l'assuré après chaque consultation, de l'obligation de passer par un médecin référent avant de consulter un spécialiste, (double facturation pour la Sécurité Sociale), de la mise en place de critères de rentabilité dans les cliniques, hôpitaux et autres établissements hospitaliers se traduisant par la fermeture de structures de proximité, de réduction de personnels, etc ...

Ainsi, un des principaux besoins sociaux, à savoir le besoin de santé n'est pas satisfait.

La mise en œuvre d'une véritable politique sociale de la santé est possible. Pour cela, il serait nécessaire d'accentuer les actions de préventions et de dépistage des maladies, de donner les moyens nécessaires en personnels et en matériels aux établissements de santé, d'améliorer la protection des travailleurs dans les entreprises, de développer une véritable politique de la petite enfance (Crèches, aides maternelles) ainsi que de la vieillesse (Structures d'accueil ne pratiquant plus des tarifs exorbitants).

Puis, il faut cesser de considérer le malade comme un consommateur, la maladie comme un marché, l'hôpital comme une entreprise et le médicament comme une marchandise. En clair, il est absolument nécessaire de dissocier la protection sociale de l'économie de marché, autrement dit des lois du profit et du capitalisme.

On nous parle tous les jours du "Coût" de la santé mais jamais de son financement qui doit être revu. Le système est financé par le travail, au travers des cotisations salariales, et par ce qui est appelé indûment les "*charges patronales*", alors qu'il s'agit en fait d'un salaire différé. En effet, si un salarié est licencié, son ex-employeur ne cotise plus, prouvant par là même que le patronat ne finance pas l'Institution, sauf au travers des cotisations contribuant à sa propre protection sociale.

A ce titre, il faut savoir qu'en 1945, le patronat n'a pas adhéré au système et, qu'aujourd'hui, il le fait par le biais d'un régime particulier déficitaire compensé par le régime général !...

Pour améliorer le financement, il serait possible de taxer les revenus financiers issus de la spéculation ainsi que les profits en introduisant la notion de richesse créée. Il faudrait aussi réduire les dettes patronales, car les fameuses "*charges patronales*", dont il est fait état plus haut, ne sont pas reversées en temps et heure aux URSSAF par les employeurs qui se servent de ces fonds et font du chantage au licenciement si on les oblige à payer. (Chaque situation devrait être analysée au cas par cas).

Il faudrait aussi que les taxes qui doivent revenir à la Sécurité Sociale soient reversées intégralement. Taxes sur le tabac, les alcools, les assurances automobiles, publicité pharmaceutiques, etc... Pourquoi ne pas interdire la commercialisation des médicaments autres que les génériques. En effet, un générique a, affirment les spécialistes, les mêmes effets qu'un autre médicament ayant la même molécule, mais beaucoup plus cher... Admettons. Mais on nous affirme aussi que s'il est plus cher c'est pour "éponger" les frais de recherche avant de le "générer"... et là, on n'admet plus car, s'il en est ainsi, pourquoi par exemple un constructeur de voitures, qui commercialise un nouveau modèle, ne vend-t-il pas dix fois plus cher les premières séries pour baisser le prix pour les suivantes ?

Il existe d'autres moyens d'améliorer le financement comme par exemple un meilleur conditionnement des médicaments réellement adapté au besoin de l'Assuré.

Ce projet de loi a provoqué un véritable tollé. La gauche, les syndicats de salariés et de médecins, la Mutualité Française et les associations de salariés ont dénoncé ce nouveau recul de la prise en charge solidaire. La réponse à ce rejet apportée par Xavier BERTRAND, Ministre de la Santé, consiste en une improbable aide à l'acquisition d'une complémentaire santé. **Ainsi, la part de remboursement des mutuelles sera accrue, et les assurances privées se verront ouvrir un véritable boulevard de profits.**

RESTONS VIGILANTS !

EDF : déjà actionnaires

EDF est financé par les factures que nous acquittons. Nous en sommes donc actionnaires. Après, entre autre, Gaz de France, le gouvernement nous vend une entreprise dont nous sommes copropriétaires sans rien nous demander. Nous assistons à la vente d'un bien collectif à des intérêts particuliers. C'est une démarche qui ne s'appuie sur aucune réalité technique ou financière si ce n'est l'intérêt financier des amis du gouvernement. Quant à nous, nous devenons des clients après avoir été des utilisateurs.

"Les prix de l'électricité devront sans doute augmenter en France [...] On ne peut pas avoir les tarifs du monopole avec la concurrence du marché ouvert".

François Roussely (Président d'EDF), le 3 octobre 2003 dans le journal Les Échos

Aujourd'hui, quelle que soit la distance qui nous sépare d'une centrale de production, le même tarif est appliqué ! Mais après une privatisation, même partielle, en sera-t-il toujours ainsi ? Ceci a été possible, pour les abonnés domestiques, parce que les tarifs de l'électricité ne sont pas soumis aux aléas du marché comme pour l'eau et le pétrole, biens publics gérés par le privé. Pour l'électricité, c'est la solidarité et l'équité qui continuent de prévaloir. Les actionnaires ne vont-ils pas casser ce système solidaire et équitable pour augmenter toujours plus leurs profits ? En effet, depuis l'ouverture de son capital Gaz de France fait flamber les prix. Plus 12 % à partir du 1^{er} novembre sur nos factures pour répondre à l'appétit des marchés boursiers, aujourd'hui c'est EDF qui ouvre son capital... D'autres choix sont possibles, l'Énergie n'est pas une marchandise mais un bien public et, à ce titre, devrait échapper à la rentabilité financière et à la logique ultra-libérale pour le bien de toutes et tous.

Une politique industrielle infléchie

La restructuration en cours a été modifiée par l'action des cheminots.

Conséquence des réponses apportées aux revendications des cheminots, le projet industriel de la SNCF connaît un net infléchissement. Outre le fret qui a désormais comme objectif de reconquérir des trafics au lieu d'en abandonner, les conclusions de la négociation concernant la traction, la vente et les projets de réorganisation interne concourent à modifier sensiblement le sens de la restructuration en cours à la SNCF. Le maintien de l'unité de la traction, comme celui de la multi-activité au sein de la majorité des établissements SNCF, conforte le statut intégré de l'entreprise. L'autonomie des branches d'activité est ainsi remise en cause, rendant difficile à l'avenir leur mise en concurrence. Les réponses apportées aux revendications sur l'organisation de l'entreprise marquent également un recul de la priorité accordée à la rentabilité au détriment du service public. Conjuguées à la dissolution d'ID TGV - un coup sérieux provoqué à la politique de filialisation de l'entreprise, ces mesures contribuent à réduire le risque de « privatisation rampante » pointé par les syndicats.

LE PARTI COMMUNISTE AU COEUR DES RASSEMBLEMENTS POPULAIRES ET CITOYENS POUR CHANGER LES POLITIQUES EN FRANCE ET EN EUROPE

Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je souhaite adhérer au Parti communiste français

Nom Prénom :

Adresse

E-mail :

Téléphone :

A retourner à Fédération des Hautes Pyrénées du Parti Communiste Français 4 rue des Haras 65000 Tarbes